

# Enseignants et élus mobilisés contre la suppression d'une classe de 3e au collège de Giberville



Le maire de Giberville (Calvados), Damien de Winter, a rejoint les professeurs qui ont manifesté, mardi 20 mai 2025, pour avertir des conséquences néfastes, pour les collégiens et les personnels, de la suppression d'une classe de 3e à la rentrée de septembre. Ouest-France

Le collège Émile-Zola de Giberville (Calvados) est menacé par la suppression d'une classe de 3e à la rentrée de septembre 2025. Enseignants et parents se mobilisent avant un rendez-vous décisif à la Dasen mardi 27 mai et un second qui sera demandé par le maire et le député. Surcharge des classes, baisse du suivi pédagogique, disparition des groupes en sciences et langues : les conséquences s'annoncent lourdes pour les élèves et les équipes.

« **Nous sommes une quarantaine de profs, solidaires et mobilisés pour empêcher la suppression d'une classe de 3<sup>e</sup>** », affirment les enseignants du collège Émile-Zola de Giberville (Calvados) qui compte 430 élèves. Mardi 20 mai 2025, ils se sont rassemblés devant leur éta-

blissement pour alerter sur les conséquences de cette décision prévue à la rentrée de septembre. [Le maire, Damien de Winter](#), les a rejoints. « **Je suis combatif** », a-t-il lancé, annonçant qu'il écrira et rencontrera Armelle Felahi, Directrice académique des services de l'Éducation nationale (Dasen), avec le député, Arthur Delaporte.

**Lire aussi :** [Carte scolaire du Calvados : 45 fermetures et 28 ouvertures de classes étudiées pour la rentrée 2025](#)

Le collège gibervillais reste issu de milieux modestes, avec « **40 % d'ouvriers et 20 % d'employés à Giberville. On n'est plus en ZEP (Zone d'éducation prioritaire) depuis dix ans, mais on a tout pour y être** », soulignent les professeurs.

Ils dénoncent une logique comptable qui fait fi des réalités de terrain. « **On a l'impression d'être abandonnés !** » Précisant que neuf collèges ont été fermés en dix ans dans le Département, qu'à [Giberville](#) le taux de réussite au brevet plafonne à 68 % *versus* 90 % au national. « **On accumule les difficultés. Si la République abandonne ses enfants, faut pas s'étonner.** »

« **Cette fermeture d'une classe de 3<sup>e</sup> s'ajouterait à une réduction des dotations horaires** », dénoncent les enseignants dans leur pétition (avec déjà 319 signatures en une semaine). Parmi les conséquences redoutées : « **Surcharge des classes restantes à 29 voire 30 élèves, fin des groupes en sciences et langues, et dégradation du suivi pédagogique.** »

« **Pour nous et pour les élèves, c'est très compliqué** »

« **Les enseignants seront contraints de travailler dans plusieurs établissements ; il y aura moins de profs principaux, donc moins de suivi des élèves, et les conseils de classe perdront en efficacité. Sans parler de notre investissement dans les activités culturelles : avec moins de temps et moins d'énergie, ce sera compliqué** », résume une enseignante.

Paradoxalement, une deuxième classe Ulis (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) doit ouvrir à la rentrée, preuve que les besoins éducatifs spécifiques augmentent. « **Pour nous et pour les élèves, c'est très compliqué** », conclut un professeur.

Les enseignants ont obtenu un rendez-vous crucial avec la Dasen mardi 27 mai. Une délégation, composée de deux parents élus au conseil d'administration et de trois enseignants, portera leurs revendications.

En attendant, la mobilisation se poursuit pour défendre un service public d'éducation de quali-

té, « **proche de ses usagers et doté de moyens à la hauteur des enjeux** », comme le stipule l'article L111-1 du Code de l'éducation, rappelé dans leur tract.